



STOP ça suffit !!!

Il y a 40 ans

En 1983, les propos et les comportements anti-immigrés se traduisaient par des actes de violence et des meurtres majoritairement de jeunes maghrébins. Des arguments politiques ouvertement racistes étaient employés dans les campagnes électorales. Cela ne constituait pas des faits ponctuels et isolés. Pour faire face à cette situation, des jeunes de Vénissieux (SOS Avenir Minguettes) accompagnés d'un prêtre : Christian DELORME et d'un pasteur : Jean COSTIL (CIMADE et MAN de Lyon) décident d'initier une marche pacifique de Marseille à Paris.

Ce sera la **Marche pour l'Égalité et contre le Racisme** qui partira dans un quasi-anonymat, le 15 octobre 1983 de Marseille pour finir à **Paris le 3 décembre 1983**, accueillie par un rassemblement de plus de **100 000 personnes** à Montparnasse. Durant un périple de plus de 1000 km à travers la France, cette marche est allée à la rencontre de la société française dans toute sa diversité en portant trois principaux slogans : **Pour que l'égalité l'emporte sur les discriminations, pour que la justice ait raison du racisme, pour que le dialogue l'emporte sur la violence.**

UN DES SLOGANS DE LA MARCHÉ : « RENGAINÉZ, ON ARRIVE »

Même si, aujourd'hui, le contexte et les conditions générales de la présence immigrée ont changé, l'actualité sociale, politique, économique et législative nous rappelle chaque jour que le vécu des citoyen.nes français.es issu.es des populations immigrées reste en permanence confronté.es aux injustices, au racisme et à la discrimination. Au **déni de l'égalité des droits** dans **une République** incapable de faire prévaloir ses **valeurs d'Égalité et de Fraternité**, face à une société en recherche de sens et repliée sur une identité fermée et régressive, apeurée par le discours du « grand remplacement », nouveau credo idéologique d'une droite extrême et décomplexée.

Aujourd'hui ça continue ... Ce 27 juin 2023, le jeune Nahel âgé de 17 ans était abattu par un policier à Nanterre dans des conditions qui ont suscité une vive et légitime émotion !

On ne doit pas mourir pour refus d'obtempérer !

Depuis, à cette émotion et colère immédiates, ont succédé des violences de plus en plus criminelles, qui détruisent d'abord les quartiers populaires, et qui vont accroître le malheur de leurs habitants. Parmi ces émeutiers qui mettent aussi en danger la vie d'autres personnes (policiers, pompiers... mais aussi habitants). A Cayenne, une "balle perdue" tirée par un émeutier a tué un homme qui était sur son balcon ! On en a peu parlé, car même si la Guyane est un département français, la France ne s'y intéresse guère !), on compte certes de jeunes écervelés mais aussi des personnages radicalisés des banlieues tout habités par la haine des institutions, et également des militants radicaux artisans du chaos. L'attitude des Pouvoirs Publics est aujourd'hui de les mettre tous dans le même sac... et de menacer les pauvres parents qui n'arrivent pas à garder le contrôle de leur progéniture !

Nous demandons à ce que l'on « écoute » la violence, et que soient prises des **mesures radicales pour éradiquer toutes les injustices et inégalités qui poussent les jeunes dans cette colère.**

Ce qui s'est passé tout de suite après la mort de Nahel, c'est une immense réaction d'émotion et de colère chez les jeunes des quartiers populaires, et d'abord chez les adolescents. Car tous ont expérimenté, un jour ou l'autre, quand ce n'est pas tous les jours, l'humiliation par la police. Tous peuvent dire : "Nahel, ç'aurait pu être moi, ce pourrait être moi !". Mais la violence exprimée est inacceptable et inexcusable.

Les jeunes subissent trop souvent le délit de faciès, qui génèrent des contrôles policiers en permanence.

La situation vis à vis de la police est bien plus grave : toutes les enquêtes d'opinion l'ont montré ces dernières années : aujourd'hui plus de la moitié des policiers votent pour l'extrême-droite. Un communiqué, ces derniers jours, du syndicat Alliance (100 000 membres) était un appel à une répression de type régime dictatorial ! En ce qui concerne l'assassinat de Nahel, sans ces vidéos saluaires, les Pouvoirs Publics auraient affirmé que le jeune avait foncé sur les policiers. Mais combien d'autres Nahel n'ont pas eu la chance de pouvoir être filmés quand ils mouraient ou étaient frappés à mort ? Il y a une quinzaine de jours, un jeune Guinéen de 19 ans a ainsi été tué en Charente. Son meurtrier vient d'être mis en examen pour homicide volontaire... mais laissé en liberté !!!

Ces quarante dernières années, la Politique de la Ville n'a pas toujours démérité ! Il y a eu des réalisations très heureuses mais insuffisantes. Surtout, on s'est refusé à traiter cette question de **la relation entre la police et les populations "de la diversité**. On a aussi abandonné depuis longtemps la politique de prévention de la délinquance qu'avait commencé à construire Gilbert Bonnemaïson. Et Emmanuel Macron porte la lourde responsabilité d'avoir rejeté le Plan Borloo de 2018 qu'il lui avait pourtant demandé ! **Les discriminations à l'emploi, au logement, à la formation continuent et perdurent** aujourd'hui, tout comme du temps de leurs aînés et parents et grand-parents.

La précarité, l'insécurité, les violences intrafamiliales, le commerce de la drogue à travers « une économie parallèle » structure une grande partie de ces quartiers depuis plus de quarante ans. **Le commerce très structuré, très hiérarchisé de la drogue, pallie, d'une certaine manière, aux désengagements de l'État et de la République. Ces quartiers sont en manque de République !**

Le décrochage scolaire détériore les relations sociales, les relations avec les institutions et les relations avec la police. Certains jeunes sont tentés de ne pas respecter les lois et le vivre ensemble. Cela a toujours existé. La délinquance et les incivilités existent, mais la répression n'apporte pas les réponses nécessaires.

NOUS DEMANDONS :

- des modifications dans le fonctionnement de la police, la tolérance zéro sur les actes de racisme et de violences,
- la révision de la loi de 2017 sur l'utilisation des armes,
- que l'IGPN soit remplacée par une institution judiciaire indépendante,
- nous demandons à l'État de prendre en compte les actions non-violentes pour ne pas laisser croire que "seul
- la violence paye",
- que des actions soient développées pour responsabiliser les jeunes sur les conséquences de leurs actes violents.
- **La Dissolution d'un syndicat de policiers groupuscule d'extrême droite**
- **La mise en place d'un grand plan national d'action et de lutte contre toutes les discriminations**

Tribune signée par la coordination nationale des 40 ans de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983

Signataires : Christian Delorme, Djamel Atallah, Farid L'Haoua, ...